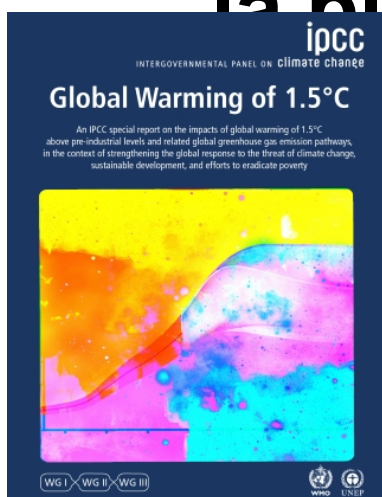


<http://cdurable.info/Il-reste-2-ans-aux-gouvernements-pour-agir-afin-de-limiter-le-rechauffement-de-la-planete-a-1-5-oC.html>

Selon le dernier rapport du GIEC

# Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C



- Développement Durable en débat -

Date de mise en ligne : lundi 8 octobre 2018

---

Copyright © CDURABLE.info l'essentiel du développement durable - Tous

droits réservés

---

**Lors de la COP21, tous les pays se sont engagés à maintenir le réchauffement global bien en deçà de 2°C, et à "poursuivre les efforts nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5°C" par rapport à l'ère pré-industrielle. Trois ans après, cet objectif ne doit pas rester un chiffre sur le papier : pour des millions de personnes, maintenir le réchauffement à 1,5°C est une condition de survie. Les mesures à adopter pour concrétiser cet engagement peuvent aussi bénéficier à toutes et à tous : c'est la possibilité de vivre dans un monde plus sain, plus juste et plus durable.**

Alors que la planète connaît déjà 1°C de réchauffement moyen, les impacts violents des dérèglements climatiques se multiplient partout dans le monde et frappent en premier lieu les populations les plus vulnérables au Sud. Le temps n'est plus à la prise de conscience. Il est à l'action immédiate, profonde, de tous les acteurs, y compris politiques et économiques, au premier rang desquels les États. Si le rapport du GIEC doit apporter aux gouvernements les preuves scientifiques de la nécessité d'accélérer sans attendre leurs actions climatiques, les ONG mentionnent trois points clés pour limiter le réchauffement global à 1,5°C.

### Sommaire

- [Réseau Action Climat de \(...\)](#)
- [ATTAC France](#)
- [CESE](#)
- [Forum Vies Mobiles](#)
- [Oxfam France](#)
- [WWF France](#)
- [Rapport spécial du GIEC](#)
- [Résumé pour les décideurs](#)

## Réseau Action Climat de France



### IL EST ENCORE TEMPS

### 3 LEÇONS À RETENIR POUR LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT À 1,5°C

#### ▶ LEÇON 1 : Limiter le réchauffement à 1,5°C : c'est indispensable et désirable

#### Un futur désirable pour toutes et tous

**S'il est indispensable d'éviter les pires impacts des dérèglements climatiques, limiter le réchauffement à 1,5°C signifie aussi appliquer des mesures qui rendront la planète plus vivable.**

## **Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C**

Des politiques compatibles avec cet objectif peuvent permettre de réduire la pollution atmosphérique dans nos villes et respirer un air moins pollué, de disposer d'une nourriture plus saine, de vivre dans un monde plus stable et plus sûr, de réduire les inégalités et de favoriser le développement durable.

Limiter le réchauffement global à 1,5°C, c'est l'occasion de repenser nos modes de production et de consommation et de promouvoir une transition juste pour toutes et tous. Cette transition permettra notamment de créer des milliers d'emplois de qualité, en particulier dans le domaine de l'énergie.

Ces transformations auront des impacts concrets en France. Par exemple, d'ici à 2050, jusqu'à **600 000 emplois nets pourraient être créés grâce à des politiques de transition écologique et énergétique compatibles avec un réchauffement de 1,5°C**, notamment dans le secteur de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables (Négawatt, 2017).

**L'adoption d'une alimentation saine (deux fois moins de viande, deux fois plus de bio) engendrerait un gain de 10 milliards d'euros sur le pouvoir d'achat des français** (CIRED, CNRS, 2016).



### **LEÇON 2 : Limiter le réchauffement à 1,5°C : il est encore temps !**

#### **De toute urgence : changer les politiques climatiques de cap et d'échelle**

Les politiques climatiques actuelles sont loin de mettre la planète sur la bonne voie. Au contraire, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse en 2017 et les engagements climatiques des pays pris à la COP21 nous emmènent vers un réchauffement de plus de 3°C d'ici à la fin du siècle.

Mais il n'est pas trop tard : **une action immédiate de la part des gouvernements, entreprises et investisseurs peut encore infléchir la tendance et permettre de limiter le réchauffement à 1,5°C.**

Cela demande des efforts sans précédent et des transformations profondes de notre système. Concrètement, il s'agit de réduire drastiquement les émissions pour atteindre la neutralité tous gaz à effet de serre d'ici à la moitié du siècle, c'est-à-dire un équilibre entre les émissions et les puits naturels (océans ou forêts).

Il est urgent d'appliquer les solutions qui existent déjà : mettre fin à l'exploitation et au financement des énergies fossiles comme le charbon, le gaz, le pétrole ; atteindre 100 % d'énergies renouvelables ; améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ; repenser nos modes de déplacement et notre système agricole et alimentaire. Il est également nécessaire d'amplifier les soutiens financiers envers les plus vulnérables, au Nord comme au Sud, afin de garantir une transition juste socialement.

Le verrou n'est plus technique, il est politique. D'ici à 2020, les pays, au premier rang desquels les pays industrialisés, ont la responsabilité d'augmenter leurs objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre et d'appliquer réellement les politiques auxquelles ils s'engagent.



### **LEÇON 3 : En France et en Europe : un "plan d'action 1,5°C" dès maintenant**

Il est indispensable de passer des politiques des petits pas à des changements profonds, nécessaires à une transition écologique juste pour toutes et tous, au Nord comme au Sud.

## **Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C**

Les gouvernements doivent entendre l'appel de la science et des citoyens. Ils doivent appliquer des "plans d'actions 1,5°C" pour rendre leurs politiques compatibles avec le seul objectif acceptable de l'accord de Paris.

### **DANS L'UNION EUROPÉENNE, REFUSER L'INACTION**

Les objectifs climatiques européens, fixés en 2014, sont obsolètes depuis la COP21 et sont très loin de ce que l'Europe peut et doit faire. Face à l'urgence rappelée par la plainte de 11 familles victimes des impacts du changement climatique en Europe, et à quelques mois des élections européennes, il est temps que les dirigeants des pays européens, dont la France, prouvent que l'Europe peut agir pour protéger ses citoyens.

#### **▶ Réviser les objectifs climatiques européens pour 2030 en accord avec un objectif de long-terme ambitieux**

La France doit mener de front cette bataille pour faire aboutir la révision à la hausse de la contribution européenne à l'accord de Paris avant 2020. Il est essentiel que les objectifs climatiques européens pour 2030 soient compatibles avec une trajectoire de réduction des gaz à effet de serre menant l'Europe sur la voie de zéro émission nette bien avant 2050.

#### **▶ Prendre des mesures de court terme pour inverser la courbe des émissions**

L'Europe doit prendre des mesures pour réduire rapidement ses émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs. Après l'adoption du paquet « Énergie propre » qui permettra d'accélérer le développement des énergies renouvelables, d'autres dossiers peuvent changer la donne :

- " La législation sur les normes de CO2 des véhicules et des poids lourds : la France et l'Europe doivent tourner le dos aux pressions de l'industrie automobile et porter des normes ambitieuses aux côtés du Parlement européen ;
- " La réforme de la politique agricole commune : la France et l'Europe doivent mener une refonte du système agricole et de notre alimentation aux bénéfices des Européens ;
- " Le futur budget européen : la France et l'Europe doivent renoncer à tout investissement contraire à l'accord de Paris, et catalyser les financements pour la transition énergétique et l'accompagnement des régions et travailleurs vers les activités d'avenir.

### **EN FRANCE, PASSER DES PETITS PAS AUX POLITIQUES STRUCTURANTES**

En 2017, la France a dépassé de 6,7 % son plafond d'émissions de gaz à effet de serre. **La seule réponse acceptable de la part du gouvernement français est une accélération et une hausse de l'ambition immédiats de ses politiques climatiques et énergétiques.** Cela inclut :

#### **▶ Une loi sur les mobilités 100 % compatible avec l'accord de Paris**

Alors que le secteur des transports représente 29 % des émissions de gaz à effet de serre en France, l'avant-projet de loi d'orientations des mobilités annonce une politique de transports sans grande transformation. Pour viser zéro émission nette, le projet de loi doit écarter les projets autoroutiers, supprimer les avantages fiscaux des transports les plus polluants et déployer des mesures favorables aux alternatives à la voiture individuelle pour tous.

#### **▶ Une transformation en profondeur du modèle agricole et alimentaire**

Il est impératif de soutenir sans attendre un nouveau modèle agricole et alimentaire bon pour l'environnement, la santé de tous, et créateur d'emplois. Cela implique de diviser par deux l'utilisation des engrais azotés de synthèse, d'interdire les phytosanitaires les plus nocifs, de mettre en place une campagne ambitieuse pour diviser par deux la

## Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C

consommation de viande, de faire chuter la consommation de produits transformés et d'atteindre une consommation de

50 % de produits biologiques dans l'alimentation des français d'ici 2050.

### ► Une planification énergétique 100 % énergies renouvelables

En parallèle de politiques ambitieuses de maîtrise de la demande en énergie, la France doit faire le choix clair des énergies renouvelables et se fixer l'objectif de 100 % énergies renouvelables en 2050. La prochaine Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) devra donner un calendrier de fermeture des centrales à charbon et des réacteurs nucléaires qui soit compatible avec l'ambition de donner la priorité aux économies d'énergies et aux renouvelables.

### ► Un soutien financier renforcé pour les pays les plus vulnérables

La France, au côté des autres pays développés, a la responsabilité d'aider les populations les plus vulnérables dans leur action climatique. Elle doit accroître ses financements, en particulier pour accompagner l'adaptation aux changements climatiques dans les pays les plus en difficulté. Une allocation de 100 % des recettes de la taxe sur les transactions financières française à la solidarité internationale et au climat permettrait d'augmenter de 800 millions d'euros par an la contribution de la France sous forme de dons.

### ► Un budget français compatible avec la limitation de la température à 1,5°C

Alors que le projet de loi de finance pour 2019 vient d'être publié, la France doit s'atteler à verdir son budget, comme elle s'y est engagée lors du One Planet Summit. Cela implique la suppression des niches fiscales en soutien aux énergies fossiles et le fléchage des recettes de la fiscalité écologique vers les solutions comme les transports en commun ou la rénovation des logements. A minima, le gouvernement doit maintenir les aides à la rénovation énergétique, prioritairement pour la réalisation de rénovations très performantes au bénéfice des ménages les plus en difficulté, pour lutter contre la précarité énergétique.

#### NOS ASSOCIATIONS MEMBRES



► [Réseau Action Climat de France](#)

## ATTAC France



### Rapport du GIEC : la différence entre 1,5°C et 3°C est un crime climatique

Le rapport spécial que publie le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) illustre le décalage croissant entre les discours, toujours plus verts, des chefs d'États et des multinationales et la réalité du réchauffement climatique qui ne cesse de s'aggraver, nourri par un système économique devenu proprement insoutenable qu'ils refusent de transformer en profondeur. Au sursaut citoyen, une nouvelle fois visible ce week-end lors de l'arrivée du Tour Alternatiba à Bayonne (15 000 personnes), et aux alertes répétées des scientifiques, doivent pourtant succéder des décisions politiques courageuses et visionnaires en mesure de substituer au BusinessAsUsual une transition écologique et sociale ambitieuse et déterminée.

Après les événements climatiques de l'été, le rapport du GIEC est clair : le réchauffement climatique se conjugue au présent et ici, pas uniquement au futur et ailleurs. Vouloir le contenir en deçà de 1,5°C n'est pas qu'un exercice de climatologie : 10 millions de personnes supplémentaires seront touchées de plein fouet par la montée des eaux avec 2°C de réchauffement au lieu d'1,5°C. Ce maximum de 1,5°C doit servir de feuille de route pour les décideurs et de critère permettant de distinguer les décisions politiques et économiques acceptables, et celles qui ne le sont pas.

Pour Maxime Combes, porte-parole d'Attac France sur les questions climatiques, présent à Bayonne ce week-end : *« la différence entre 1,5°C et 3°C de réchauffement, auquel nous conduisent les engagements des États pris dans le cadre de l'Accord de Paris, est un crime climatique : le rapport du GIEC montre qu'un pic d'émissions doit être atteint en 2020 - et non en 2030 comme prévu à Paris - et que ces émissions doivent être divisées par deux d'ici à 2030. Une telle trajectoire n'est pas compatible avec la poursuite de politiques libérales, productivistes et croissantistes qui alimentent le réchauffement climatique »*, poursuit-il, prenant en exemple le secteur de l'aviation civile mis à l'index par une campagne à laquelle Attac France apporte son soutien.

*« Ce ne sont pas les objectifs de 1,5°C ou 2°C qui sont illusoires, mais un réchauffement supérieur à 3 ou 4°C qu'il faut absolument éviter »* précise Geneviève Azam, ex porte-parole d'Attac France et présente à Alternatiba, tout en rappelant que *« les promesses technoscientifiques, telles que la géo-ingénierie et la capture et stockage du carbone, sont dangereuses et illusoires »*. *« Ces techniques d'intervention à grande échelle sur les océans, les sols et l'atmosphère doivent être bannies et toutes les expérimentations immédiatement abandonnées au profit de solutions déjà éprouvées et moins risquées, respectueuses de l'environnement et justes socialement : c'est le sens d'un Manifeste contre la géo-ingénierie signé par plus de 110 organisations du monde entier, dont Attac France »* poursuit-elle.

Attac France appelle à une mobilisation continue et déterminée pour que les politiques climatiques changent enfin d'échelle. Pour Raphaël Pradeau porte-parole d'Attac France : *« il est encore temps de désarmer les marchés financiers, les multinationales et les accords de commerce et d'investissement pour retrouver des marges de manoeuvre afin de lutter efficacement contre le réchauffement climatique. C'est en ce sens que nous appelons chacune et chacun à se saisir de la campagne #PasAvecNotreArgent que nous menons avec nos partenaires. A partir de ce mardi 9 octobre une nouvelle phase de cette campagne visera à exiger aux banques et à la Caisse de Dépôt et de Consignations (CDC) que l'épargne du livret LDDS serve réellement à financer des projets 100% durables et solidaires et non pas des projets de soutien aux énergies fossiles et industries toxiques. »*.



[Attac France : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne](#)

## CESE



### Réchauffement climatique : suite au rapport alarmant du GIEC, le CESE annonce un renforcement de ses travaux

Alors que le groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC) a rendu, le 8 octobre dernier, un nouveau rapport alarmant sur le réchauffement climatique, appelant fermement à ne pas dépasser le seuil de 1,5°C, le Conseil économique, social et environnemental a adopté aujourd'hui une résolution visant à renforcer la prise en compte de l'urgence climatique dans ses travaux.

Convaincu qu'aucune réponse institutionnelle et politique ne sera efficace si elle ne prend pas en compte simultanément les enjeux environnementaux, sociaux et économiques, et si tous les acteurs publics ou privés, institutionnels ou particuliers, ne s'y impliquent pas, le CESE a effectué de nombreux travaux s'inscrivant dans cette perspective. Sur l'année écoulée, l'institution a ainsi rendu plusieurs avis intégrant ces orientations et formulant des préconisations concrètes pour mieux lutter contre le réchauffement climatique, en appelant notamment à un renforcement du dialogue entre la communauté scientifique et la société, à un meilleur soutien des petites et moyennes entreprises dans leur politique de réduction de leurs émissions, ou encore à une accélération de la mise en oeuvre de la loi de transition énergétique.

Avec l'adoption ce jour de sa résolution, le CESE engage plusieurs actions concrètes pour contribuer à l'intensification de l'effort de mise en cohérence des objectifs environnementaux, économiques et sociaux avec l'urgence climatique :

- ▶ Le CESE conduira en 2019 un programme spécifique d'amélioration significative de sa propre empreinte carbone, à partir des actions précédemment engagées ;
- ▶ Les projets d'avis en cours d'élaboration feront tous l'objet, avant leur vote en assemblée plénière, d'un examen approfondi, afin que leurs préconisations prennent davantage en compte cette nécessité de mieux articuler les recommandations environnementales, sociales et économiques soulevées avec l'impératif climatique ;
- ▶ Au sein de toutes les formations de travail, les saisines d'initiative à venir intégreront également cette priorité ;
- ▶ Le prochain rapport annuel sur l'état de la France, publié en septembre 2019, s'attachera particulièrement à la durabilité des politiques suivies, caractérisée par la cohérence des objectifs et la prise en compte du long terme ;
- ▶ Les journées du patrimoine 2019 au CESE donneront lieu à une manifestation spécifique, organisée autour du réchauffement climatique, avec l'objectif de poursuivre et de favoriser le dialogue avec la société civile sur ces sujets cruciaux ;

« *Chaque demi-degré compte, chaque année compte, chaque décision compte. Il est important que le CESE s'engage sur cet enjeu* », a rappelé Jean Jouzel, rapporteur de cette résolution.

Pour retrouver les derniers avis du CESE intégrant des préconisations concrètes pour mieux lutter contre le réchauffement climatique :

- ▶ « *TPE-PME : comment réussir le passage à la neutralité carbone* » (11 septembre 2018), rapporté par Stéphanie Goujon et Antoine Bonduelle au nom de la section des activités économiques, présidée par Delphine Lalu

;

En premier lieu, le GIEC estime que stabiliser le réchauffement à 1,5°C exige une neutralité en émissions de CO<sub>2</sub> au milieu du siècle, objectif qui nécessitera l'implication de tous.

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a perçu cet enjeu et a souhaité alerter sur le fait que les TPE-PME, volontaires et sensibilisées, ne sont pas armées pour répondre aux objectifs de neutralité carbone. En effet, une majorité de dirigeants de TPE-PME considère la neutralité carbone comme un objectif stratégique, mais estime n'avoir ni le temps, ni les moyens, ni les connaissances pour la mettre en place (résultats d'une enquête menée par le CESE). Pour y remédier, le CESE a proposé plusieurs pistes d'actions, dont l'élargissement du bilan carbone et l'instauration d'une fiscalité favorable pour les entreprises les moins émettrices.

<iframe

src="http://docs.google.com/viewer?url=https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2018/2018\_22\_tpe\_pme\_neutralite\_carbone.pdf &embedded=true" width="500" height="680" style="border: none;">

▶ [Télécharger l'Avis du CESE "TPE/PME, comment réussir le passage à la neutralité carbone ?"](#)

Autres avis liés aux changements climatiques :

▶ [« Nature en ville : comment intégrer la dynamique » \(11 juillet 2018\), rapporté par Annabelle Jaeger au nom de la section de l'environnement, présidée par Anne-Marie Ducroux ;](#)

▶ [« Mieux investir pour la France : Rapport annuel sur l'état de la France en 2018 » \(12 juin 2018\), rapporté par Françoise Vilain et Patricia Blancard, au nom de la section de l'Economie et des Finances \(sur contribution de la section de l'environnement, le rapport intègre des recommandations pour limiter l'impact carbone des Françaises et des Français\) ;](#)

▶ [« Comment accélérer la transition énergétique ? Avis sur la mise en oeuvre de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte \(LTECV\) » \(28 février 2018\), rapporté par Guillaume Duval et Madeleine Charru au nom de la section de l'environnement ;](#)

▶ [« La transition écologique et solidaire à l'échelon local » \(28 novembre 2017\), rapporté par Bruno Duchemin au nom de la section de l'environnement ;](#)

▶ [Télécharger « Sciences et société : Répondre ensemble aux enjeux climatiques » \(11 octobre 2017\), rapporté par Julien Blanchet et Jean-Jouzel au nom de la section de l'environnement.](#)

▶ [Conseil Économique, Social et Environnemental](#)

## Forum Vies Mobiles



Le climat revient sur le devant de la scène internationale. À l'issue d'une semaine de négociations en Corée du Sud, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) a publié son rapport pour limiter le réchauffement mondial à 1,5°C.

La situation mondiale actuelle est alarmante et ce depuis des années : concentration atmosphérique de gaz à effet de serre sans précédent, records de température, des pluies diluviennes et inondations...



## Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C

Le nouveau rapport de cette année incite les gouvernements à agir sans attendre.

### **Que font les États ? Où en sont les politiques publiques en matière de réduction des émissions de CO2 liées à la mobilité à travers le monde ? Est-ce suffisant ? Comment aller plus loin ?**

En France, fin août dernier, Nicolas Hulot annonçait sa démission, indiquant avoir le sentiment que l'écologie n'était pas la priorité du gouvernement, alors que, selon lui, ce sujet conditionne tous les autres. Ce constat fait en France se retrouve à l'international. C'est ce qui ressort de l'étude du Forum Vies Mobiles, think tank de la mobilité soutenu par la SNCF.

Cette étude a été réalisée par une équipe internationale (7 chercheurs, 4 langues) qui a parcouru le monde (14 pays sur cinq continents et 2 organisations internationales : ONU et UE) à la recherche des politiques de transition vers des mobilités décarbonées.

### **La mobilité : un secteur clef pour limiter les émissions de CO2**

Aujourd'hui, le secteur des transports est le deuxième émetteur de gaz à effet de serre (GES) dans le monde après le secteur de l'énergie. Mais, contrairement à ce dernier, ses émissions continuent de croître fortement. Elles pourraient même augmenter de 60% d'ici 2050 selon l'OCDE. Aussi, dans un futur proche, les transports pourraient devenir le premier émetteur de GES, ce qui est déjà le cas dans certains pays développés. Ce secteur est donc l'un des leviers sur lesquels il est urgent d'agir pour lutter contre le changement climatique.

### **DES POLITIQUES CENTRÉES SUR L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DES MODES DE TRANSPORT EXISTANTS**

Si on reprend la classification ISA (Improve, Shift, Avoid), proposée par l'ONU pour classer les stratégies des pays pour réduire leurs émissions de CO2, il ressort que :

- ▶ **Improve** : L'écrasante majorité des politiques cherche, via l'innovation technologique, à améliorer les performances énergétiques de la voiture (développement du véhicule électrique et des carburants alternatifs à l'essence et au diesel). Il s'agit ainsi simplement d'atténuer les effets de notre système de mobilité carboné.
  
- ▶ **Shift** : Une minorité de politiques cherche à favoriser le report des modes de transport carbonés vers les modes décarbonés (transports collectifs, vélo, marche) en développant les infrastructures nécessaires ou en agissant sur les modes de vie. Il s'agit ici davantage de limiter les causes des émissions de CO2 au sein du système de mobilité existant.
  - **Hollande** : Dépréciation de l'usage de la voiture : certaines publicités présentent les automobilistes comme des vaches, prisonniers de leurs habitudes.
  - **Corée** : Mise en place de sanctions financières, de type taxe carbone, ou de systèmes de récompenses. L'association Korea Climate & Environment Network, avec l'aide du gouvernement sud-coréen, récompensent les participants qui réduisent leurs émissions de carbone en générant une éco-monnaie qu'ils peuvent ensuite utiliser pour prendre les transports collectifs ou pratiquer d'autres activités eco-friendly.
  
- ▶ **Avoid** : Enfin, un très petit nombre d'actions s'attaque au volume même des déplacements, en diminuant les distances à parcourir ou en évitant les trajets inutiles. Il s'agit ici de supprimer les causes des émissions de CO2 et

## Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C

donc, de changer de système de mobilité. C'est certainement cette voie qui est la seule à même de permettre une vraie transition vers un système de mobilité décarbonée.

- **Nouvelle-Zélande** : Réduction du nombre de trajets par la promotion du télétravail à Auckland.
- **Corée** : Diminution des distances à parcourir en développant des espaces de co-working à proximité des quartiers résidentiels à Séoul.
- **Brésil** : Implantation d'activités tertiaires du centre-ville dans les zones résidentielles périphériques à Sao Paulo.

### RELATIVISATION DU RÔLE DE L'ÉTAT ET MONTÉE EN PUISSANCE D'INITIATIVES D'AUTRES ACTEURS

▶ **Les acteurs privés** : Dans un contexte d'austérité budgétaire, de nouveaux services de mobilité répondent davantage à une logique économique et commerciale, alors qu'ils étaient jusqu'ici plus souvent considérés comme un droit. Ces initiatives privées se manifestent spécialement à travers des partenariats public/privé comme on en a vu se développer particulièrement au Chili, en Corée du Sud, aux Émirats-Unis ou aux Pays-Bas.

▶ **Les métropoles** : Insérées dans des réseaux d'acteurs internationaux comme le réseau de villes C40, elles sont devenues moteurs en termes de développement durable et poussent des initiatives en faveur de la décarbonation des mobilités : électrification des flottes de transports en commun, interdiction des voitures les plus anciennes dans certaines zones...

▶ **Une société civile** de plus en plus compétente et structurée s'érige parfois en partenaire des pouvoirs publics, parfois en contre-pouvoir, pour rappeler aux États leurs obligations internationales prises pour lutter contre le changement climatique.

- **Hollande** : le procès intenté à l'État Néerlandais par l'association Urgenda pour lui imposer de chiffrer ses objectifs de réduction de ses émissions de GES (procès qu'elle a remporté).

### LE RISQUE D'UNE TRANSITION INÉGALITAIRE

Si des actions en faveur de la transition mobilitaire sont mises en place, il est à déplorer que leur financement est trop souvent réparti de façon très inégalitaire que ce soit au niveau mondial ou au niveau des États.

Alors que les émissions de GES sont largement le fait des pays les plus développés ou des groupes sociaux les plus aisés, certaines des mesures les plus fréquemment appliquées (taxes carbone, péages urbains taxant les voitures, subvention à la voiture électrique, etc.) creusent les inégalités sociales existantes.

- **Norvège** : les crédits d'impôts accordés pour l'achat d'un véhicule électrique bénéficient aux plus aisés qui en font, en outre, un véhicule d'appoint de leur voiture à essence.

### AU FINAL, IL N'EXISTE PAS DE VÉRITABLE POLITIQUE DE TRANSITION

Les pays prennent des engagements sur la scène internationale, en particulier pour devenir leader en matière de durabilité. Ce volontarisme affiché peine souvent à se traduire concrètement dans les politiques nationales. La mobilité fait l'objet de politiques fragmentées entre diverses institutions : elle n'est pas reconnue comme un objet politique à part entière.

## **Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C**

En outre, elle reste attachée au service d'autres politiques, au premier chef celle de la croissance économique, même lorsqu'une croissance verte affichant des objectifs de décarbonation est recherchée. On retrouve là l'importance accordée aux innovations technologiques et à leurs filières industrielles potentielles.

Les États poursuivent alors parfois des politiques contradictoires, comme Singapour qui réduit l'usage de la voiture individuelle de manière drastique tout en construisant un gigantesque hub aéroportuaire international.

### **LES RECOMMANDATIONS DU FORUM VIES MOBILES POUR QUE LES POLITIQUES PUBLIQUES S'ENGAGENT VERS LA RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE DE NOS MOBILITÉS :**

1. Faire de la décarbonation de nos mobilités une priorité des politiques publiques avec des objectifs chiffrés. Par exemple, lors de la COP21, dans 80% des cas, ces objectifs n'étaient pas chiffrés.
2. Prendre en compte les émissions du transport aérien et du transport maritime dans les accords internationaux.
3. Afin de mieux prendre en compte les questions sociales et environnementales les politiques nationales gagneraient à être évaluées à l'aune d'autres indicateurs que le PIB qui mesure la seule croissance économique et encourage celle des mobilités.
4. Intégrer plus systématiquement et de manière transversale les objectifs de réduction de l'impact carbone des mobilités dans les différentes politiques. En effet, la décarbonation des mobilités implique une pluralité de secteurs d'action publique : transports et infrastructures, logement, emploi, santé, éducation, etc.
5. Accompagner et soutenir les acteurs locaux de la transition. Les États peuvent se faire les partenaires des initiatives locales en aidant à les généraliser. En outre, l'inclusion large des populations dans la définition des politiques contribue à leur meilleure acceptabilité, à leur plus grande efficacité.
6. Éviter la focalisation quasi-exclusive des politiques de transition sur les technologies. En effet, ces politiques n'affectent pas les pratiques de mobilité, et sont même susceptibles de les intensifier, alors même que le bilan carbone de certaines technologies, comme le véhicule électrique, sont encore très controversées.
7. Faire porter les coûts de la transition sur les pays, les entreprises et les groupes sociaux les plus émetteurs et pas sur les plus modestes, qui sont aussi les moins responsables des émissions de GES liées à la mobilité.
8. Transformer les pratiques de mobilité (vitesse, fréquence, distance...) et les représentations collectives qui y sont associées pour diminuer le nombre de kilomètres parcourus notamment avec des actions concrètes telles que :
  - ▶ Récompenser l'usage de modes décarbonés et lancer des campagnes de communication valorisant les avantages sanitaires et sociaux des modes actifs et sensibilisant les individus aux enjeux de la décarbonation des Mobilités ;
  - ▶ Développer le télétravail et le co-working ;
  - ▶ Réaménager les territoires pour favoriser la possibilité d'une vie en proximité au moyen d'une répartition plus équilibrée des activités.

▶ [Forum Vies Mobiles](#)

## **Oxfam France**



***Sans action immédiate des gouvernements, les changements climatiques feront basculer des millions de personnes dans la pauvreté***

Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) a publié son nouveau rapport dans lequel il détaille les efforts et trajectoires possibles afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.

 Pour **Emilie Both**, porte-parole d'Oxfam France :

*« Les changements climatiques mettent notre planète sous pression et, alors que ses impacts se font déjà ressentir pour des millions de personnes, le GIEC démontre que la situation peut empirer. Les gouvernements doivent agir rapidement en faveur d'une transition vers les énergies renouvelables et pour la protection des populations les plus vulnérables. Tout ceci afin de préserver des vies humaines et leurs moyens de subsistance.*

*Chaque dixième de degré de réchauffement supplémentaire porte en lui un risque de vie ou de mort. A +1,1 °C aujourd'hui, nous assistons déjà à des déplacements massifs de population et à une grave augmentation de la faim, qui touche plus durement les femmes vivant dans la pauvreté. Et cela va en empirant.*

*Si le réchauffement atteint 2 °C, des communautés entières seront déplacées, et de nombreuses populations insulaires disparaîtront sous les vagues.*

*Se contenter de suivre les engagements pris par les Etats lors de l'Accord de Paris, sans en relever l'ambition, condamnerait le monde à un réchauffement de 3 °C. Les dégâts pour notre planète seraient irréversibles et s'aggravaient de façon exponentielle. »*

*« Rien de cela n'est inévitable. Ce qui nous donne de l'espoir, c'est que quelques pays parmi les plus pauvres et les moins émetteurs de CO2 ont pris à bras le corps la lutte contre les changements climatiques. Les pays riches doivent dès maintenant suivre leur exemple.*

*Le temps est compté. Il est encore possible de limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. Les solutions existent - et aucune n'implique de chasser les petits producteurs agricoles de leurs terres pour y bâtir des fermes de stockage de carbone. Au contraire, nous devons nous concentrer sur la fin des énergies fossiles, en commençant par mettre un terme à la construction de nouvelles centrales à charbon dans le monde. »*

*« Les pays développés doivent de plus réparer l'injustice en aidant financièrement les pays les plus pauvres à s'adapter aux impacts des changements climatiques. La France doit de toute urgence augmenter ses aides dédiées à l'adaptation et fournies sous forme de dons. Pour cela, le gouvernement peut décider dans la loi de finances 2019 d'affecter l'intégralité des recettes de la taxe sur les transactions financières en faveur de la solidarité internationale et du climat. »*

 [Oxfam France](#)

## WWF France

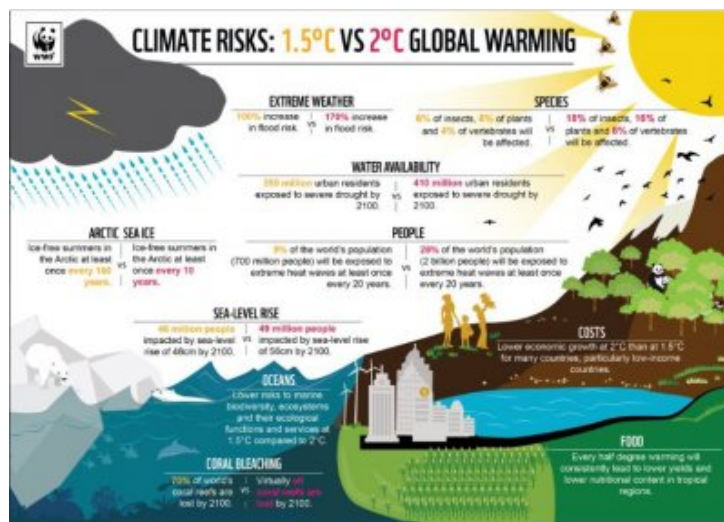


## Le WWF appelle à un big bang écologique pour limiter le réchauffement climatique à 1,5°C

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publie un rapport scientifique historique qui révèle la nécessité d'une action urgente pour réussir à limiter le réchauffement planétaire à 1,5°C. Approuvé par 195 Etats, ce rapport représente l'analyse scientifique la plus aboutie d'un avenir climatique à 1,5°C et 2°C de hausse de la température moyenne mondiale, destinée à guider les décisions des gouvernements dans la transition écologique à mener dans tous les domaines (énergie transports, agriculture, etc.) dans les années à venir [1].

Le rapport révèle qu'il est encore possible de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, et que c'est maintenant que tout se joue. Si nous n'accélérons pas immédiatement l'action, nous atteindrons 1,5°C de réchauffement climatique de plus par rapport aux niveaux préindustriels en 2040 et même 2°C en 2075, avec des impacts irréversibles sur les écosystèmes et la vie sur terre.

Le rapport indique clairement qu'un monde à 1,5°C, certes dérégulé, est plus vivable et viable pour l'humanité et la nature qu'un monde à 2°C. Ce demi-degré de plus de hausse moyenne pourrait avoir des effets irréversibles pour la vie sur Terre. Une augmentation de la température jusqu'à 2°C aurait des conséquences dévastatrices : élévation du niveau de la mer, désertification, perte d'habitats naturels et d'espèces, diminution des calottes glaciaires, avec des impacts sur la santé, la sécurité et la croissance économique.



Face à cette boussole scientifique, ce rapport est à saisir comme un appel rapide à un big bang écologique, pour les décideurs et l'humanité toute entière. L'inaction n'est plus une option possible. Il est indispensable d'engager une transition écologique profonde de nos sociétés dans la prochaine décennie, à travers une décarbonation des secteurs clés de l'énergie, des transports et de l'agriculture.

Alors que les engagements pris par les Etats dans le cadre de l'Accord de Paris en matière de réduction des

## Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C

émissions ne sont pas suffisants pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, et encore moins à 1,5°C, le WWF appelle les gouvernements à revoir à la hausse leurs ambitions climatiques, au niveau européen dès le Conseil environnement qui aura lieu le 9 octobre et au niveau international lors de la COP24 en décembre.

*"Le constat de ce rapport est clair : le réchauffement climatique s'accélère et l'humanité est en passe de perdre le contrôle sur la machine climatique. S'il a fallu un siècle et demi à l'humanité pour atteindre 1°C de hausse de température, il faudra seulement 50 ans pour atteindre un degré supplémentaire de réchauffement climatique si on ne fait rien. Nous avons besoin d'un big bang écologique pour reprendre le contrôle sur cette accélération et assurer un avenir à l'humanité et à la nature. Nous savons quelles sont les solutions pour y parvenir, il faut maintenant changer d'échelle et faire de la transition écologique une priorité au niveau national et international. En France cela doit passer par des décisions à la hauteur dans les domaines de l'énergie, du bâtiment, des transports et de l'agriculture et par une reconnaissance de la dette écologique au même niveau que la dette financière".*

**Pascal Canfin**, Directeur général du WWF France

*"Les gouvernements ont demandé au GIEC ce rapport au moment de la COP21. Maintenant qu'ils en disposent, ils doivent tenir compte de la science pour éviter les conséquences irréversibles du changement climatique. Limiter le réchauffement à 1,5°C est non seulement possible, mais nécessaire et urgent. Nous ne pouvons plus procrastiner l'action climatique au niveau mondial. La différence entre possible et impossible, c'est la volonté politique. Pour parvenir à relever le défi qui nous attend, nous avons besoin d'un leadership et d'engagements politiques forts, à compter de la COP 24 en décembre, concrétisés ensuite par des plans d'action nationaux plus solides d'ici 2020."*

**Manuel Pulgar Vidal**, directeur international Climat & Énergie au WWF

## Rapport spécial du GIEC

 [Consulter le rapport spécial du GIEC](#)

## Résumé pour les décideurs

 [Télécharger le résumé pour les décideurs en Anglais](#)

Post-scriptum :

 [Voir aussi le documentaire "La planète est-elle \(vraiment\) foutue ?" diffusée sur C8 le 12/12/2018](#)

## **Il reste 2 ans aux gouvernements pour agir afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C**

[1] Ce rapport spécial « Réchauffement planétaire de 1,5°C » et son résumé à l'intention des décideurs ont été demandés au GIEC par les Etats au moment de la COP21 à Paris en 2015, où les ils se sont engagés à prendre des mesures pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, et d'essayer de limiter cette augmentation à 1,5°C.